



Et si le Livret A profitait aussi au secteur de la santé ?

Même si la crise sanitaire semble loin derrière nous, la sous-capacité de nos centres hospitaliers est toujours d'actualité. Alors que le gouvernement se penche sur la question d'affectation de l'épargne du Livret A, notamment pour le financement du nucléaire, il est important que ce dernier réponde au défi majeur de notre société et aux intérêts collectifs des épargnants.

Par Publié le 16 février 2023 à 15h44



500 MILLIARDS € Les Français disposent de 500 milliards d'euros sur leurs livrets défiscalisés.

Le contexte inflationniste profite au Livret A qui collecte près de 375 milliards d'euros fin 2022*. **Et avec l'augmentation de son taux à 3% au 1er février, on peut s'attendre à une collecte record en 2023.** Historiquement dédié au financement du logement social et du renouvellement urbain, cette coquette somme pourrait être utilisée à l'avenir pour répondre à d'autres besoins prioritaires.

L'arbitrage de l'affectation du Livret A est d'ailleurs un point soulevé, ces dernières semaines, par le gouvernement qui pourrait amener à utiliser l'épargne des Français pour financer la construction de réacteurs nucléaires.

Mais est-ce bien là le seul chantier prioritaire ? La crise sanitaire est-elle si loin que nous oublions que la santé a été, il y a moins de 3 ans, la seule priorité du gouvernement et des français ?

Rappelons que le nombre de lits d'hôpitaux est de 6 pour 1.000 habitants en France quand il est de 8 en Allemagne et de 12,4 en Corée du Sud. Quant au nombre de lits en soins intensifs, il est de 3 pour 1.000 habitants en France, contre 6 en Allemagne.

Tout le monde s'accordera donc à dire qu'il est urgent pour notre pays de s'équiper davantage dans le domaine de la santé. Ce sujet faisait d'ailleurs partie de l'un des quatre piliers du « Ségur de la santé » en juillet 2020.

Sur le dernier plan de 19 milliards d'euros annoncé par le gouvernement dans le cadre de la phase II du Ségur, seuls 1,5 milliard d'euros vont servir les infrastructures et les



installations. **En France, il manque 130.000 lits d'hôpitaux pour atteindre le niveau de nos voisins d'outre-Rhin.** Le financement de ces lits d'hôpitaux (hors foncier) nécessite ainsi la mobilisation de 40 milliards d'euros.

Mobiliser l'épargne et remporter l'adhésion des Français

Faisons appel à l'épargne des Français pour reconstruire notre offre de santé. Cela répondrait notamment à un besoin sociétal majeur issu de la pandémie, tout en satisfaisant une attente des épargnants qui cherchent à donner un sens, une utilité à leurs placements financiers.

Certes, des solutions existent déjà. Dans le financement des infrastructures à travers des solutions immobilières notamment. Par exemple, les supports d'investissement en immobilier collectif de santé (SCPI santé), qui permettent d'investir dans des infrastructures sanitaires et médico-sociales, ou d'accueil des personnes âgées. Dans le financement des fonds propres des entreprises, aussi, via des fonds à thématique santé qui permettent de profiter des mégatendances mondiales liées notamment au vieillissement des populations.

Pour autant, ces solutions d'investissement bien que très accessibles restent très confidentielles au regard des enjeux auxquels la France doit faire face. La mobilisation de l'épargne abondante et inédite des Français pourrait servir à la reconstruction sanitaire du pays et à la croissance de lits d'hôpitaux manquants. Il y a fort à parier que cette orientation de l'épargne des Français fasse davantage l'unanimité que le nucléaire.

* source : Caisse des dépôts et de consignations

